



En 2017, la consommation et le pouvoir d'achat des ménages décélèrent

En 2017, le pouvoir d'achat des ménages augmente moins fortement qu'en 2016 (+ 1,3 % après + 1,8 %) : l'accélération de leur revenu disponible brut en euros courants (+ 2,6 %) ne compense pas le rebond prononcé des prix (+ 1,3 % après - 0,1 % en 2016). Les moindres gains de pouvoir d'achat se traduisent par un ralentissement de leur dépense de consommation : + 1,0 % en volume après + 2,1 % en 2016. Leur taux d'épargne s'accroît un peu (+ 0,3 point après - 0,2 point en 2016) pour s'établir à 14,3 %.

Ce sont les dépenses de transport qui contribuent le plus à la hausse de la consommation, elles sont notamment portées par le *leasing* automobile et le dynamisme de l'aérien. Les dépenses d'hébergement et de restauration prolongent leur accélération de 2016, comme celles de culture et de loisirs. La consommation liée à la communication accélère en volume à la faveur d'un recul des prix. En revanche, les dépenses de logement ralentissent. La consommation alimentaire reste stable et celle de boissons alcoolisées et de tabac se replie, de même que celle de services financiers. Par ailleurs, les achats des non-résidents sont très dynamiques.

Alexandre Bourgeois, division Synthèses des biens et services, Insee

En 2017, en volume (*définitions*), la dépense de consommation des ménages (*définitions*) ralentit après une période d'accélération (+ 1,0 % après + 2,1 % en 2016 et + 1,5 % en 2015 ; *figures 1 et 2*). Elle contribue pour 0,5 point à la croissance du produit intérieur brut (PIB ; + 2,2 %). Son évolution est bien inférieure au rythme d'avant-crise (+ 2,4 % en moyenne par an entre 2000 et 2007). Malgré un ralentissement, les achats de biens durables restent l'un des postes les plus

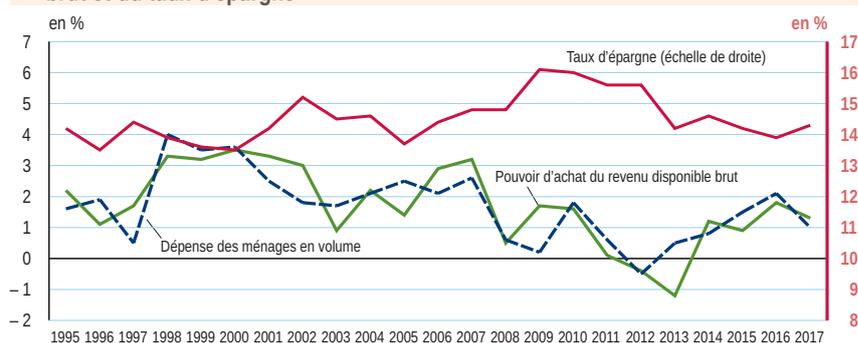
dynamiques (*figure 3*) : ils ne représentent que 8,5 % de la consommation des ménages, mais progressent de 3,3 % en volume après + 5,9 % en 2016. La consommation effective des ménages (*définitions*), qui inclut en outre les dépenses directement financées par la collectivité, augmente légèrement plus vite que la dépense de consommation des ménages en 2017 (+ 1,1 % en volume). En effet, la dépense de consommation individualisable (*définitions*) des administrations publiques

reste dynamique (+ 1,7 %, comme en 2016) et celle des institutions sans but lucratif au service des ménages ne décélère que légèrement (+ 1,4 % après + 1,5 %) tout en gardant un rythme de croissance supérieur à celui de la dépense de consommation des ménages.

En valeur, le revenu disponible brut (RDB) des ménages poursuit son accélération en 2017 (+ 2,6 % après + 1,7 % en 2016 et + 1,2 % en 2015). Cependant, les prix rebondissent nettement, du fait notamment des prix de l'énergie (+ 1,3 % après - 0,1 %). En conséquence, après une accélération en 2016, le pouvoir d'achat marque le pas en 2017 (+ 1,3 % après + 1,8 %) malgré la forte croissance du RDB en euros courants. Les gains de pouvoir d'achat se situent à un niveau intermédiaire entre leur rythme pré-crise économique (+ 2,5 % par an en moyenne entre 2000 et 2007) et leur rythme post-crise (+ 0,7 % par an en moyenne entre 2008 et 2016).

Comme le pouvoir d'achat de l'ensemble des revenus perçus par les ménages, celui du revenu individuel, c'est-à-dire du revenu moyen par unité de consommation,

1 Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014

2 Évolutions de la consommation, des prix, du revenu et du taux d'épargne

	en %								
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Consommation effective (en volume)	0,7	1,9	0,8	0,0	0,7	1,1	1,4	2,0	1,1
Dépense de consommation (en volume)	0,2	1,8	0,6	-0,5	0,5	0,8	1,5	2,1	1,0
Prix de la consommation effective	-0,9	1,1	1,6	1,2	0,7	0,1	0,2	-0,2	1,1
Prix de la dépense de consommation	-1,6	1,2	1,8	1,4	0,6	0,1	0,3	-0,1	1,3
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté*	1,8	1,7	0,4	0,1	-0,6	1,4	1,0	1,8	1,4
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,7	1,6	0,1	-0,4	-1,2	1,2	0,9	1,8	1,3
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	16,1	16,0	15,6	15,6	14,2	14,6	14,2	13,9	14,3
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	6,8	6,6	5,9	6,2	4,7	5,2	4,9	4,4	4,4

* Voir *définitions*.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2014

3 Dépense de consommation de biens durables

	Évolution en volume							Poids dans la valeur de la consommation en 2017
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	
Automobiles, dont :	1,0	-10,5	-8,1	-2,1	5,5	7,8	3,5	3,3
<i>automobiles neuves</i>	-1,3	-15,1	-9,7	-3,4	4,7	6,7	1,3	2,2
Téléviseurs	4,7	-6,8	-13,0	11,9	-3,0	21,9	-11,9	0,2
Réfrigérateurs, congélateurs	4,3	0,8	-0,6	3,0	3,1	3,3	6,4	0,1
Lave-linge	0,9	2,7	-8,0	3,7	3,2	4,8	4,4	0,1
Meubles	1,1	-3,8	-3,9	-0,7	3,5	2,7	2,5	1,2
Autres biens durables*	4,1	2,0	4,0	4,3	4,6	4,7	4,1	3,5
Ensemble des biens durables	2,4	-4,1	-2,5	1,4	4,6	5,9	3,3	8,5

* Matériel téléphonique, lecteurs de DVD, lave-vaisselle, appareils de cuisson, caravanes, cycles et motocycles, etc.

Source : Insee, *comptes nationaux*, base 2014.

ralentit (+0,7 % après +1,2 % en 2016). Une fois déduites les dépenses « pré-engagées » (*définitions*), le pouvoir d'achat du revenu arbitral (*définitions*) individuel décélère lui aussi (+1,1 % après +1,5 %). En 2017, les dépenses pré-engagées progressent quasiment au même rythme que les autres dépenses (+2,2 % en valeur contre +2,3 %).

En 2017, la dépense de consommation des ménages en valeur augmente moins vite que leur revenu disponible brut (+2,2 % contre +2,6 %). En conséquence, leur taux d'épargne rebondit (+0,3 point), après un repli en 2016 (-0,2 point) ; il s'établit désormais à 14,3 %, c'est-à-dire à un niveau proche de son niveau moyen pré-crise économique (2000-2007) et à un niveau encore inférieur à sa moyenne post-crise économique (15,0 % en moyenne entre 2008 et 2016) (*figure 1*).

Les transports sont portés par le leasing automobile et le dynamisme de l'aérien

Les dépenses en transports sont cette année encore dynamiques. Même si elles ralentissent par rapport à 2016 (+3,0 % en volume après +4,2 %), elles restent un moteur de la consommation des ménages. En effet, après avoir diminué de 2011 à 2014 puis s'être fortement redressés en 2015 et 2016, les achats de véhicules ralentissent en 2017 (+3,3 % en volume après +7,8 % en 2016 et +5,2 % en 2015 ; *figure 4*). Les ménages ont une préférence pour les voitures neuves en *leasing* (+23,7 %) au détriment du hors-*leasing* qui se replie sensiblement en volume (-4,6 %). Les ménages se détournent des véhicules diesel (dont le nombre d'immatriculations chute de 18,5 %) au bénéfice des voitures à essence (+8,3 % après +14,4 % en 2016). Les motorisations « alternatives », de

type hybride et électrique, sont en essor : leurs immatriculations augmentent de 42,5 %, mais ne représentent encore que 6 % de l'ensemble. Les ménages privilégient toujours les petites cylindrées : les voitures de 5 chevaux fiscaux ou moins restent majoritaires, même si leur part diminue en 2017 (-2,4 points).

Les dépenses en carburants et lubrifiants ralentissent en volume (+0,7 % après +1,9 % en 2016 et 2015 ; *figure 4*) dans un contexte de rebond des prix (+9,0 % après -4,4 % en 2016). Cette année encore, les achats de supercarburant sans plomb progressent (+3,0 %) tandis que ceux de gasoil se replient (-0,7 %). Les prix de l'énergie ont encore augmenté à partir de la fin de l'été 2017 en raison de la remontée du cours du pétrole brut. Ainsi, les prix du gasoil se redressent de 11,7 % après -4,6 % en 2016 et ceux du super sans plomb de 5,8 % après -4,5 % en 2016.

Les services de transport continuent d'accélérer (+3,9 % en volume après +1,9 % en 2016 et +1,0 % en 2015). Les dépenses en transports aériens (+6,3 % en volume après +1,0 %) sont portées par le succès des compagnies à bas coûts sur les liaisons transversales et l'ouverture de lignes à bas coûts long courrier vers les États-Unis. Les transports ferroviaires interurbains de voyageurs rebondissent (+5,1 % après -6,8 % en 2016) avec l'ouverture de nouvelles lignes TGV vers Bordeaux et la Bretagne. Les dépenses de transport maritime se redressent elles aussi (+3,4 % après -0,2 % en 2016).

L'hébergement et la restauration sont très dynamiques

La dépense en hébergement et restauration poursuit son accélération (+4,7 % en volume après +3,1 % en 2016) malgré des prix toujours

dynamiques (+1,6 %, comme en 2016). Cette embellie est portée tant par la restauration (+4,7 % en volume) que par l'hébergement (+4,8 % en volume). Grâce à la reprise de l'économie en général et du tourisme en particulier, la fréquentation augmente dans toute la restauration, notamment la restauration traditionnelle et les chaînes de restauration.

Les dépenses de culture et de loisirs accélèrent à nouveau

Les dépenses liées à la culture et aux loisirs poursuivent leur accélération en 2017 (+2,0 % en volume après +1,8 % en 2016). Les services culturels et récréatifs sont les principaux contributeurs (+2,8 %). En revanche, la consommation de presse-livre-papeterie continue à se replier (-1,9 %) et les achats d'appareils électroniques et informatiques marquent le pas (-1,0 % après +4,0 %).

Les services culturels et récréatifs bénéficient de la dynamique des jeux de hasard (+3,5 %), des services culturels (+2,7 %) et des services récréatifs et sportifs (+2,2 %). Les activités créatives, artistiques et de spectacles sont en essor en 2017 (+6,9 % après +0,2 % en 2016), portées par la fréquentation des théâtres privés parisiens ; notamment, les prix ralentissent (+1,0 % après +2,6 % en 2016) sous l'effet de la pression des sites de vente en ligne.

La consommation en appareils électroniques et informatiques se replie après une forte croissance en 2016. Ce recul est principalement dû à celui du matériel photographique (-9,3 % en volume) et des caméscopes (-6,6 %), mais aussi aux moindres ventes de télévisions (-11,9 % après +21,9 % en 2016) : les ménages s'étaient massivement rééquipés en téléviseurs en 2016 lors du passage aux formats Ultra HD et MPEG-4 et à l'approche de l'Euro 2016 de football.

Les achats de livres des ménages se replient de nouveau en volume en 2017 (-1,5 %), après s'être stabilisés en 2016 ; ils s'étaient redressés en 2015 après plusieurs années de recul. De même, les ménages se détournent encore de la presse papier (-3,9 % en volume après -5,3 % en 2016).

La consommation liée à la communication accélère en volume à la faveur d'une baisse des prix

En 2017, la dépense de consommation en biens et services de communication accélère en volume (+4,1 % après +2,2 % en 2016), alors que les prix diminuent (-4,0 % après -1,1 % en 2016). Les services de communication représentent plus des trois quarts de cette consommation. Leur volume se redresse de 2,5 % (après -0,7 % en 2016) dans un contexte de baisse des prix (-3,4 % après +0,9 % en 2016 et -2,7 % en 2015). La croissance du nombre d'accès au très haut débit demeure soutenue avec 1,5 million d'abonnements supplémentaires en un an,

majoritairement en fibre optique de bout en bout. Par ailleurs, les dépenses en matériel de téléphonie sont, en 2017, particulièrement dynamiques (+ 14,3 % en volume), portées, comme les années précédentes, par les téléphones mobiles.

L'équipement du logement poursuit sa croissance en volume et l'habillement-chaussure rebondit

L'équipement du logement poursuit sa croissance en volume (+ 1,9 % après + 1,7 % en 2016), profitant de nouveau d'un repli des prix (- 0,4 %, comme en 2016). Cette progression est principalement due à l'accélération de la vente d'appareils ménagers (+ 7,0 % après + 3,5 % en 2016) et notamment du gros électroménager (+ 8,4 %). Par ailleurs, les dépenses en habillement et chaussures se redressent (+ 0,6 % en volume après - 1,3 %), grâce aux ventes de chaussures (+ 1,4 %) et d'accessoires d'habillement (+ 2,5 %).

L'évolution des dépenses liées au logement ralentit

Les dépenses « pré-engagées » sont celles sur lesquelles les ménages peuvent difficilement influencer à court terme. En 2017, elles représentent 29,4 % du revenu disponible brut des ménages, une part en baisse de 0,1 point en un an.

L'essentiel des dépenses « pré-engagées » des ménages (79,0 % en 2017) correspond à leur dépense pour se loger et pour chauffer et éclairer leur logement. Les dépenses de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles progressent de 0,7 % après + 1,5 % en 2016.

Les loyers (réels et imputés ; *définitions*) augmentent quant à eux de 1,1 % après + 1,4 % en 2016. Plus précisément, les loyers imputés aux ménages propriétaires de leur logement ralentissent légèrement (+ 1,0 % en volume après + 1,1 % en 2016), de même que la consommation effective en loyers réels (prenant en compte les aides au logement) : + 1,2 % contre + 1,4 % en 2016. Les prix des loyers réels sont par ailleurs quasi stables (+ 0,2 % après + 0,3 % en 2016).

Quant aux dépenses de chauffage et d'éclairage, elles se replient en volume (- 0,9 % après + 2,6 % en 2016) : en effet, l'année 2017 a été légèrement plus chaude que 2016 (0,6 degré de plus en moyenne annuelle) ; s'y ajoute un effet calendaire, l'année 2016 étant bissextile. La consommation en électricité diminue ainsi de 1,4 % en volume (après + 1,6 % en 2016) et celle de gaz de 2,3 % (après + 6,3 %). La consommation de fioul ralentit en volume (+ 0,4 % après + 2,8 %) dans un contexte de rebond important des prix (+ 19,4 % après - 10,2 % en 2016 et - 17,9 % en 2015). En effet, la hausse générale des prix de l'énergie s'est accentuée à partir de la fin de l'été 2017, portée par le cours du pétrole brut. Ainsi, le prix des dépenses de chauffage et d'éclairage se redresse après deux années de baisse (+ 3,5 % après - 1,2 % en 2016 et - 0,4 % en 2015), principalement sous l'effet du rebond des prix du fioul et du gaz.

La consommation alimentaire reste stable et celle de boissons alcoolisées et de tabac se replie

La consommation de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées est atone en volume en 2017, après une croissance de 1,1 % en 2016. Celle de boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants recule en volume (- 0,4 % après + 0,2 % en 2016) dans un contexte de hausse des prix (+ 1,6 % après + 0,4 % en 2016). Le repli de la consommation de viandes et de poissons se poursuit (respectivement - 1,5 % et - 3,4 %). La consommation de fruits diminue également

après plusieurs années de croissance (- 2,0 % en volume) alors que les prix augmentent. Les achats de pain et de céréales restent dynamiques (+ 1,7 %), de même que ceux d'épices et de sauces (+ 1,8 %). Il en est de même pour le sucre, la confiture, le miel, le chocolat et les confiseries (+ 1,4 %). Les dépenses en tabac continuent à diminuer (- 2,1 % en volume après - 1,0 % en 2016). En effet, après une quasi-stabilité en 2016 et 2015, les prix enchérissent de 2,7 % en raison de l'augmentation moyenne de 30 centimes du paquet de cigarettes intervenue le 6 novembre 2017, première étape vers le paquet à 10 euros à l'horizon 2020.

4 Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective (en %)		Évolution en volume (en %)			Évolution en prix (en %)			Valeur 2017 (en milliards d'euros)
	2005	2017	2015	2016	2017	2015	2016	2017	
Consommation effective des ménages, dont :	100,0	100,0	1,4	2,0	1,1	0,2	- 0,2	1,1	1 592,8
Dépense de consommation des ménages	76,0	74,8	1,5	2,1	1,0	0,3	- 0,1	1,3	1 191,1
Alimentation et boissons non alcoolisées	10,1	10,0	0,9	1,1	0,0	0,4	0,8	0,9	159,8
Produits alimentaires, dont :	9,3	9,2	0,7	1,1	- 0,2	0,5	0,9	1,0	145,9
<i>pain et céréales</i>	1,5	1,7	1,2	3,6	1,7	- 0,2	- 0,1	0,3	26,4
<i>viandes</i>	2,6	2,3	- 0,6	- 1,3	- 1,5	0,3	0,3	1,1	36,6
<i>poissons et crustacés</i>	0,6	0,5	- 2,2	- 2,1	- 3,4	1,6	4,7	4,1	8,7
<i>lait, fromages et oeufs</i>	1,3	1,3	1,0	0,4	0,7	- 1,3	- 1,0	0,3	20,5
<i>fruits et légumes</i>	1,9	2,0	1,3	3,3	- 0,9	3,6	3,5	1,5	32,2
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	3,3	1,3	2,5	- 0,4	- 0,5	0,5	13,9
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants, dont :	2,8	2,8	1,3	0,2	- 0,4	0,4	0,4	1,6	45,0
<i>boissons alcoolisées</i>	1,3	1,3	1,2	1,2	0,8	0,6	0,7	0,6	21,4
<i>tabac</i>	1,3	1,3	1,4	- 1,0	- 2,1	0,3	0,1	2,7	20,4
Articles d'habillement et chaussures	3,7	2,8	1,2	- 1,3	0,6	- 0,8	0,1	0,4	45,4
Articles d'habillement	3,0	2,3	1,6	- 1,7	0,4	- 1,1	0,4	0,6	36,2
Chaussures	0,7	0,6	- 0,4	- 0,1	1,4	0,3	- 1,0	- 0,3	9,2
Logement, chauffage, éclairage, dont :	18,4	19,9	1,1	1,5	0,7	0,5	0,1	0,9	316,6
<i>location de logement</i>	13,3	14,4	1,2	1,4	1,1	0,5	0,2	0,2	229,6
<i>chauffage, éclairage</i>	3,0	3,2	2,0	2,6	- 0,9	- 0,4	- 1,2	3,5	50,5
Équipement du logement, dont :	4,2	3,7	2,0	1,7	1,9	- 0,1	- 0,4	- 0,4	58,7
<i>meubles, tapis</i>	1,2	1,1	2,8	2,5	2,1	0,2	0,1	- 0,2	17,3
<i>appareils ménagers</i>	0,7	0,6	4,0	3,5	7,0	- 1,4	- 1,5	- 2,0	10,0
Santé, dont :	3,0	3,2	2,0	2,8	1,3	- 0,9	- 0,9	0,0	50,4
<i>médicaments</i>	1,2	1,3	3,9	3,8	2,6	- 2,7	- 2,4	- 1,3	19,9
<i>médecine non hospitalière</i>	1,4	1,5	0,5	3,4	1,2	0,5	0,3	1,2	23,5
Transport, dont :	10,9	10,3	2,3	4,2	3,0	- 1,5	- 1,1	2,7	164,0
<i>achats de véhicules</i>	3,2	2,7	5,2	7,8	3,3	0,9	- 0,1	0,8	42,4
<i>carburants, lubrifiants</i>	2,7	2,3	1,9	1,9	0,7	- 9,5	- 4,4	9,0	36,9
<i>services de transports</i>	1,6	1,8	1,0	1,9	3,9	0,8	- 1,6	2,4	29,3
Communications (ei), dont :	2,6	1,9	3,9	2,2	4,1	- 3,9	- 1,1	- 4,0	30,1
<i>services de télécommunications</i>	2,2	1,5	0,8	- 0,7	2,5	- 2,6	0,9	- 3,4	23,3
Loisirs et culture, dont :	7,1	6,1	1,3	1,8	2,0	- 0,4	0,4	0,4	96,5
<i>appareils électroniques et informatiques (ei)</i>	1,6	0,9	0,8	4,0	- 1,0	- 4,0	- 2,7	- 2,9	13,9
<i>services culturels et récréatifs (ei)</i>	2,0	2,0	1,5	2,9	2,8	0,2	0,4	1,4	32,4
<i>presse, livres et papeterie (ei)</i>	1,3	0,9	- 1,2	- 2,5	- 1,9	1,4	1,9	1,7	14,8
Éducation	0,3	0,3	2,9	1,9	0,5	0,4	0,5	0,9	5,5
Hôtels, cafés et restaurants	5,1	5,5	0,8	3,1	4,7	1,5	1,6	1,6	88,1
Autres biens et services, dont :	9,2	9,3	1,7	0,4	- 0,2	3,0	- 1,6	3,8	148,0
<i>soins personnels</i>	2,0	1,9	2,1	0,6	0,1	- 0,3	0,1	0,3	30,5
<i>action sociale</i>	1,4	1,5	1,1	- 0,3	- 0,3	2,0	0,8	1,4	24,6
<i>services financiers et d'assurance</i>	4,1	4,1	1,6	0,8	- 1,5	6,1	- 4,2	7,7	65,5
Correction territoriale	- 1,2	- 1,1	2,3	- 25,2	34,4	- 0,3	0,0	1,1	- 17,0
Dépense de consommation des ISBLSM¹	2,6	3,0	2,0	1,5	1,4	0,8	0,8	1,2	48,1
Dépense de consommation des APU², dont :	21,4	22,2	1,3	1,7	1,7	0,1	- 0,5	0,3	353,6
<i>santé</i>	9,6	10,1	2,6	3,8	3,2	- 0,7	- 1,6	- 0,9	161,0
<i>éducation</i>	6,4	6,2	0,6	0,6	0,6	0,9	0,6	1,4	99,2
<i>action sociale</i>	3,3	3,5	- 0,2	- 0,5	0,5	0,9	0,4	1,6	55,6
<i>logement</i>	1,0	1,0	0,6	- 1,6	0,9	0,6	0,3	0,2	15,5

1. Dépense de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Dépense de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

(ei) Principaux postes concernés par l'économie de l'information.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

La consommation de services financiers diminue

Les dépenses en services financiers et d'assurance se replient en volume en 2017 (-1,5 % après +0,8 %), du fait principalement des services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim, qui correspondent aux marges d'intérêt des banques sur les dépôts et les crédits à la consommation des ménages). Les dépenses en services d'assurance restent assez stables (+0,2 %). Les prix des services financiers rebondissent en 2017 : ils sont en hausse pour tous les services financiers, avec une progression particulièrement marquée des Sifim (+81,4 % après -13,7 % en 2016 et +22,9 % en 2015).

Rebond des achats des non-résidents

Après un recul marqué en 2016 dû aux attentats de novembre 2015 et de juillet 2016, les dépenses en France des non-résidents se redressent très fortement en 2017 avec le retour des touristes étrangers. La dépense de consommation totale sur le territoire national, qui inclut les dépenses des ménages résidents français sur le territoire national comme les achats des non-résidents, ralentit donc moins que la dépense de consommation des ménages : elle progresse encore de 1,3 % en volume en 2017 après +1,7 % en 2016. ■

Définitions

Dans l'ensemble du texte, les évolutions sont **en volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **dépense de consommation des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les **consommations individualisables** sont celles qui bénéficient directement aux ménages tout en étant prises en charge par la collectivité. C'est le cas en particulier de dépenses pour l'éducation, la santé, l'action sociale et le logement.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont celles qui sont supposées réalisées

Encadré 1 Origines des écarts entre le déflateur de la dépense de consommation et l'indice des prix à la consommation

Le calcul du déflateur de la dépense de consommation s'appuie, pour la majorité des produits, sur les évolutions de prix collectés pour les besoins de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cependant, le champ des produits suivis en comptabilité nationale est plus large que celui de l'IPC. Notamment, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), les loyers imputés (*définitions*) et l'assurance-vie sont intégrés dans le champ de la consommation de la comptabilité nationale. Par ailleurs, les définitions de la dépense de consommation retenues respectivement par l'IPC et la comptabilité nationale diffèrent dans certains cas. Enfin, le déflateur de la dépense de consommation donne un poids différent de celui de l'IPC aux divers postes de la consommation. Il se fonde sur leur poids courant dans la dépense de consommation alors que l'IPC s'appuie dans sa construction sur leur poids de l'année passée.

En 2017, les prix de la dépense de consommation rebondissent (+1,3 %). Le déflateur de la dépense de consommation dépasse ainsi légèrement l'évolution de l'IPC qui s'établit, en moyenne annuelle, à +1,2 %. Ce faible écart masque toutefois des mouvements importants qui tendent à s'annuler : les prix du Sifim contribuent notamment pour +0,3 point à cet écart et sont partiellement compensés par l'effet des loyers imputés (-0,2 point). Hors loyers imputés, Sifim et assurance-vie, l'évolution du déflateur de la dépense de consommation des ménages est inférieure de 0,1 point à l'évolution moyenne de l'IPC.

Encadré 2 La consommation des ménages en nouvelle base 2014 des comptes nationaux

Le changement de base 2014 a été l'occasion de mettre en œuvre dans les comptes nationaux plusieurs chantiers majeurs qui influent sur la consommation effective des ménages :

a) Les niveaux de consommation des ménages en services ont été réexaminés et ajustés pour prendre en compte de nouvelles sources. Ces ajustements ont permis en contrepartie de rehausser le solde extérieur et de le rapprocher des estimations de la balance des paiements.

b) Les dépenses des non-résidents en France ont été rehaussées, en cohérence avec les dernières estimations de la balance des paiements.

c) La prise en compte du trafic de stupéfiants dans les comptes a conduit à très faiblement rehausser la consommation des ménages en cohérence avec les données publiées par des organismes experts du sujet.

d) La redevance audiovisuelle versée à France Télévisions et à Radio France est désormais classée en prélèvement obligatoire, ce qui diminue la dépense de consommation des ménages.

e) Enfin, les résultats récents de l'enquête nationale Logement 2013 ont été intégrés, ce qui accroît le dynamisme des loyers sur la période 2006-2015.

Au total, la dépense de consommation des ménages s'établit, en base 2014, à 1 122,9 milliards d'euros en 2014 en valeur et à 1 121,7 milliards d'euros en volume aux prix de 2013. Par rapport à la base 2010, elle a été révisée à la baisse de 18,6 milliards d'euros en valeur (-18,5 Md€ en volume).

En ajoutant les dépenses individualisables des APU (revues en hausse du fait du classement en prélèvement obligatoire de la redevance audiovisuelle) et des ISBLSM, la consommation finale effective des ménages s'établit à 1 504,9 milliards d'euros en valeur en 2014 (1 502,6 Md€ en volume), soit une révision à la baisse de 15,6 milliards d'euros (dans les deux cas).

dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ces dépenses comprennent notamment les dépenses liées au logement, les services de télécommunications, les frais de cantine, les services de télévision, les assurances (hors assurance-vie), les services financiers. Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut les dépenses pré-engagées. Le **revenu disponible brut ajusté** ajoute au revenu disponible brut les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM. Les **dépenses de consommation des ménages en logement** incluent les

loyers versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient à payer s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Bibliographie

- Berthier D., Debauche E., Meinzel P., « Les comptes de la Nation en 2017 – Le PIB accélère (+2,2 % après +1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
C. Lagarenne
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu
Maquette : B. Rols
Impression : Jouve
Code Sage IP181699
ISSN 0997 – 3192
© Insee 2018

• **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
<https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier :
<https://www.insee.fr/fr/information/2537715>

